

Élections européennes du 29 mai 2019

Europe : Noooooon !!!

Vous n'allez pas faire ça !... Vous n'allez quand même pas, le 26 mai 2019 prochain, cautionner par votre bulletin de vote cette monstruosité qu'on appelle l'Union Européenne, cette reconstitution de Babel, la cité interdite par Dieu, cette aberration supranationale de supers fonctionnaires liés aux réseaux bancaires internationaux, complètement coupés des peuples européens, véritable cheval de Troie des États-Unis, dont la vocation ultime est de dissoudre les nations de l'Europe, et de réduire celle-ci à un continent soumis au Nouvel Ordre Mondial imposé par les Américains à l'ensemble des Occidentaux ! Dites-moi que ce n'est pas vrai ? Que vous n'allez pas prostituer la France avec votre bulletin de vote ?...

Rappelons qu'au départ, l'idée d'Union Européenne repose sur une monumentale escroquerie ayant pour origine la volonté déguisée des Américains de neutraliser l'influence des États Européens, et de les soumettre à leur domination impérialiste. Ils pourront compter sur les services d'un aventurier intrigant, particulièrement entreprenant, le Français Jean Monnet. Ce Charentais profitera de la prohibition pour relancer l'affaire familiale de Cognac aux États-Unis : il fera fortune, et créera même une banque à San Francisco. Par la suite, il deviendra l'homme lige des Américains ; selon des sources déclassifiées, il recevra des fonds du Comité Américain pour une Europe Unie (*American Committee on United Europe*), un lobby *yankee* financé par les services secrets américains et la Fondation Ford ; certains n'hésitent pas à présenter Jean Monnet comme un agent traitant de la CIA. Durant les décennies d'avant et après guerre, il sera l'un des Français les plus influents de la politique américaine en Europe ; il aura l'oreille de Franklin Roosevelt d'abord, puis, après la guerre, celle d'Harry Truman et de son secrétaire d'État, Dean Acheson. Le gouvernement français utilisera ses bons offices et les puissants réseaux qu'il a tissés pour négocier des accords de fournitures militaires avec les Américains. Entiché par l'idée d'une Europe fédéraliste ou supranationale, c'est lui qui rédigea la déclaration du 9 mai 1950, créant la CECA (Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier) à l'origine de l'actuelle Union Européenne.

Après l'homme lige, l'homme de paille. Jean Monnet n'étant pas un élu de la République, il fallait trouver une personnalité gouvernementale pour rendre la proclamation officielle. L'homme idéal fut rapidement trouvé : Robert Schuman. Ministre des affaires étrangères de la quatrième République, connu pour son tropisme germanique (il a porté la nationalité Allemande durant plus de trente ans), déjà impliqué dans la création de l'OTAN et du Conseil de l'Europe, il adhéra à l'idée de Monnet et s'en fit le porte-parole officiel. Ainsi la Déclaration du 9 mai 1950, appelée aussi Plan Schumann, rédigée par Monnet, supervisée par l'Américain Dean Acheson, sera proclamée officiellement par un membre du Gouvernement français. Ces deux personnages sont officiellement considérés

comme les Pères Fondateurs de l'Union Européenne — ils ne sont d'ailleurs pas les seuls —, et font l'objet d'un culte républicain envahissant. On ne compte pas les rues, les avenues, les lycées, les collèges, à leur nom. Robert Schuman, grand catholique en attente d'être canonisé par l'Église, est vénéré comme un saint.

Il convient de rappeler que Jean Monnet fut aussi celui qui mit en œuvre le Plan Marshall en France ; il contribuera à faire rentrer en force les méthodes d'agriculture industrielle à l'américaine qui seront à l'origine de la destruction de la paysannerie familiale de tradition, dont nous payons aujourd'hui, chaque jour plus que jamais, les conséquences funestes...

Qu'est-ce donc que l'Union Européenne aujourd'hui ? Une formidable institution globaliste dirigée par un groupement de banquiers internationaux, de super fonctionnaires détachés de toutes allégeances nationales, et des puissants lobbies rattachés aux grandes entreprises multinationales, dont le but à terme est de dissoudre les 27 nations européennes historiques dans une entité unique au service de l'hégémonie américaine. Et quel est le but des Américains avec cette entité unique ? La réponse est que les Américains ont toujours vu l'Europe comme un obstacle à leur volonté de domination mondiale. En provoquant la création d'une entité unique, ils espéraient ainsi agir conformément à leurs orientations mondialistes, mettre l'Europe continentale à leur botte, puis la traiter comme un protectorat ou une colonie. Il suffisait de supprimer les frontières intérieures, de fusionner les nations en les redécoupant en régions, d'activer l'immigration de masse, de brouiller les peuples avec leur passé afin de neutraliser les résurgences nationalistes ; d'où la haine féroce des européistes et des mondialistes pour tous les nationalismes, pouvant aller jusqu'à l'interdiction des mouvements nationalistes, voire l'arrestation ou l'assassinat de leurs chefs politiques.

Et les peuples dans tout cela ? Ils n'ont rien à dire sinon à se taire. Il n'est jamais question d'eux. Dans son discours inaugural du Conseil de l'Europe, Robert Schuman précisait en substance : *« J'accepte, quant à moi, le principe d'une renonciation à des droits souverains, non pour elle-même, non comme une fin en soi, mais comme une nécessité, comme le seul moyen que nous avons de surmonter les égoïsmes nationaux, les antagonismes et les étroitures qui nous tuent. »* Propos choquants venant d'une personnalité élue, soi-disant représentative, qui n'a rien compris au fait que les peuples ont aussi une conscience nationale que détermine un profond sentiment d'appartenance communautaire (on dirait aujourd'hui identitaire) ; une réalité doublement ontologique et anthropologique qui n'a rien à voir avec les égoïsmes, ni avec les antagonismes, ni avec les étroitures qui nous tuent.

De fait, tout est imposé par la Commission européenne, le gouvernement exécutif de l'Union Européenne composé de 27 membres, tous désignés, aucun élu. Toute forme de référendum ou autres consultations des peuples sont exclus. Nous sommes en présence d'une dictature technocratique absolue. A-t-on

demandé aux Allemands s'ils ne voulaient plus être Allemands ? Aux Espagnols s'ils ne voulaient plus être Espagnols ? Aux Portugais s'ils ne voulaient plus être Portugais ? Aux Italiens s'ils ne voulaient plus être Italiens ? Aux Roumains s'ils ne voulaient plus être Roumains ? Aux Français s'ils ne voulaient plus être Français, et ainsi de suite, 27 fois ?... Non, on ne leur a jamais demandé leur avis. Et on s'en passe. En ce qui concerne les Français, pour une fois le gouvernement républicain les a consultés par référendum en mai 2005, en vue d'adopter la Constitution européenne. Les Français ont répondu NON à près de 55%. Les Institutions européennes, elles, ont compris OUI, et, avec la complicité du Président félon Sarkozy (félon pas seulement pour l'Europe), ils ont appliqué le Traité de Lisbonne, une copie amendée conforme à la Constitution d'origine.

Pour la petite histoire, quinze jours avant le scrutin, 42 millions d'électeurs français reçurent le texte de la Constitution, un document de 191 pages, corps 9. Or ce document, ramené au format d'un livre classique, corps 12 minimum, représenterait un volume d'environ 500 pages. Imaginez un instant ce qu'a pu être la réaction des braves gens découvrant dans leur boîte aux lettres, à deux semaines de faire un choix décisif, l'équivalent d'un pavé de Droit constitutionnel de 500 pages, qu'un étudiant de troisième année aurait à peine assimilé... Et ce d'autant que cette Constitution était censée faire un condensé des traités, pactes et autres chartes, afin de simplifier l'approche des institutions européennes, que le grand public percevait comme une usine à gaz totalement illisible. N'est-ce pas là une façon de se moquer du monde, et de signifier aux citoyens qu'on les méprise hautement ?

Dans ces conditions, que vaut votre vote européen du 26 mai prochain ? C'est un véritable sauf conduit doublé d'un blanc-seing que vous octroyez naïvement à une organisation mondialiste, dont l'objectif à terme est d'anéantir les pays européens au profit des forces obscures qui ont pris le contrôle du monde. Autrement dit, ce vote est une double trahison en ce que vous vous trahissez vous-mêmes, dans le même temps que vous trahissez votre pays, la France en l'occurrence. Vous la remettez entre des mains à qui vous donnez, sans le savoir ou en le sachant, le pouvoir de vous asservir et de décider de votre mort civile pour vous transformer, vous, vos enfants, vos compatriotes, en esclaves déshumanisés. Tel est l'objectif final de la République universelle ou néo-communisme, imposée à travers l'idéologie mondialiste du Nouvel Ordre Mondial.

Quant aux 75 députés que vous allez élire au Parlement européen, de la même façon que pour les 900 députés et sénateurs du Parlement français, ils ne vous représentent pas plus d'un côté que de l'autre ; ils ne sont que des marionnettes dans des parlements croupions destinés à leurrer les citoyens, à faire croire que c'est vous les électeurs qui décidez, alors que les scrutins électoraux n'ont de sens pour eux que de donner une apparence de légitimité populaire au système qui va broyer les peuples européens ; ils entretiennent l'illusion de défendre les intérêts

des citoyens alors qu'ils ne font que le jeu des puissances mondialistes. Tous les partis politiques républicains, sans distinction, qui ont plongé la France dans l'état de catastrophe, sont tous dans la course pour l'élection européenne ; tous traîtres, tous vendus aux puissances occultes qui asservissent le monde. Tout dans nos républiques n'est que mensonge, trahison, reniement, forfaiture, au profit des ennemis des peuples et des nations, on n'en sort pas...

Et pourtant, cette élection nous offre l'exceptionnelle opportunité de donner un coup d'arrêt à ces dérives menteuses qui, à chaque consultation, poussent un peu plus la France vers l'abîme.

Pour y remédier, je propose, non pas le boycott des élections qui paraît une réaction réservée à des occasions plus circonstanciées, mais une démarche plus subtile, plus personnelle. Puisque vous êtes des citoyens, c'est le moment de montrer que vous l'êtes pleinement en pratiquant ce que j'appelle « l'abstention civique ». L'abstention ne signifie pas nécessairement qu'on se désintéresse de la politique. Avec l'abstention civique, bien au contraire. C'est l'affirmation par la négative que le citoyen n'est pas satisfait de l'offre politique proposée. C'est aussi une manière de dénoncer le système et les forces politiques en présence, de leur signifier qu'on ne leur reconnaît aucune légitimité populaire.

Attention, pour que votre action soit valable, il faut que vous soyez inscrits sur les listes électorales. Abstention tout court et abstention civique n'ont pas la même signification. En fin de journée, n'hésitez pas à aller au dépouillement pour vérifier les résultats.

Je lance donc un appel à l'abstention civique... Faites circuler, répercutez ce mot d'ordre salvateur ; une occasion unique d'envoyer un « NON !!! » franc et massif à cette organisation politicienne mafieuse qui recouvre l'Occident, à tous ces contempteurs de la vérité qui se nourrissent de leur haine et de leur mépris du genre humain ; ils n'ont pour seule volonté que de détruire les peuples et les nations qui ont déjà fait la preuve de leurs civilisations, face à cette dictature mondialiste et au chaos totalitaire vers lequel elle nous entraîne inexorablement.

Et puis, s'il vous plaît, merci d'avoir toujours à l'esprit de ne pas confondre l'Union Européenne avec la Confédération des Peuples Européens. Ce n'est pas du tout la même chose ; mais c'est un autre débat. (*Mars 2019*)